



MALI

Résultats de l'analyse de la situation de l'insécurité alimentaire aiguë actuelle et projetée

Valable : du 13/11/2022
Au 31/08/2023
Créé le : 12/11/2022

Principaux résultats pour les zones touchées par l'Insécurité Alimentaire.



Consommation alimentaire

Globalement acceptable mais dégradée dans certains cercles en raison d'un score de consommation pauvre élevé.



Evolution des moyens d'existence

Plus ou moins stable, mais en dégradation à cause des impacts négatifs de l'insécurité, et des prix élevés des céréales.



Nutrition :

La situation nutritionnelle reste préoccupante et est en phase sous pression à crise voire urgence.



Mortalité :

Les taux de mortalité sont en phase minimale dans l'ensemble, mais en sous pression par endroits à cause de la MAS qui est supérieure à 2%.

Résumé narratif des causes, du contexte et des principaux problèmes

Les résultats

En situation courante (octobre à décembre 2022) : 14 864 personnes sont en phase urgence soit 0,07% et 616 820 personnes en phase crise soit 2,8% de la population totale du pays. Le nombre de personnes se trouvant en phase sous pression est de 2 734 725 personnes soit 12,3%.

En situation projetée (juin à août 2023) : 1 671 personnes seront en catastrophe dans la région de Ménaka soit 0,01% ; 106 816 personnes en phase urgence soit 0,48% ; 1 137 919 personnes en phase crise soit 5,10% de la population totale du pays. Le nombre de personnes qui pourront se trouver dans la phase 2 est de 4 035 889 personnes soit 18,10% de la population du pays.

La campagne agricole 2022-2023 est appréciée moyenne à bonne pour les cultures céréalières grâce à la bonne pluviométrie enregistrée. En dépit des difficultés d'approvisionnement en engrais minéraux, la bonne pluviométrie a été favorable aux cultures traditionnelles (mil et sorgho) dans le pays. Des poches de mauvaises productions sont toutefois constatées par endroits, dues à l'insécurité (abandons de champs) et aux inondations à la suite des fortes pluies et de la crue. Concernant les cultures de rente, les productions attendues sont moyennes pour l'arachide, le sésame, le soja voire le niébé et moyennes à mauvaises pour le coton à cause de l'insuffisance des engrais minéraux et des attaques sévères des piqueurs suceurs (jacobiela fascialis) sur le cotonnier. Les perspectives de productions maraîchères et de contre- saison de céréales (riz) sont globalement moyennes grâce à la disponibilité moyenne en eau.

La biomasse fourragère est normale à excédentaire dans l'ensemble particulièrement dans les zones pastorales où d'importantes poches d'excédents sont observées. Les perturbations de mouvements des troupeaux à cause de l'insécurité limitent l'accès à certains parcours notamment dans les zones de conflit du centre et du nord du pays où des pertes importantes de bétail sont signalées par vols/enlèvements. Une baisse de la disponibilité en aliment de bétail est attendue à cause de la baisse de la production de coton, ce qui renchérra le coût d'entretien des animaux. La production de lait est moyenne dans l'ensemble.

Les perspectives de productions halieutiques et aquacoles sont moyennes à bonnes à la faveur de la bonne crue sur les cours d'eau. Toutefois, l'insécurité limite l'accès aux zones de pêche dans le delta intérieur du Niger (Mopti) et dans la région de Gao.

Les marchés céréaliers sont suffisamment approvisionnés en céréales d'origine locale et importée. L'offre de céréales sur les marchés est suffisante et en amélioration grâce aux récoltes en cours. Toutefois, des perturbations dans le flux commercial sont observées par endroits dans le centre et le nord du pays à cause des incidents sécuritaires. Les prix des céréales sont inférieurs à ceux de l'année dernière à la même période, mais supérieurs à la moyenne quinquennale. En perspective, les prix des céréales devraient rester au-dessus de la moyenne durant l'année alimentaire 2022-2023.

Les marchés à bétail sont bien fournis avec des prix similaires à supérieurs à la moyenne. Les termes de l'échange bétail/céréales sont inférieurs à la moyenne ; ce qui réduit l'accès des éleveurs aux céréales. L'insécurité continue de perturber le fonctionnement normal des marchés à bétail par endroits dans le centre et le nord du pays.

La situation nutritionnelle selon les résultats de l'analyse IPC de la MAG, reste préoccupante dans le pays à cause entre autres, des mauvaises pratiques alimentaires et d'hygiène, des déficits alimentaires, de l'insécurité civile qui limite l'accès aux services sociaux de base et de la prévalence élevée des maladies hydriques.

L'accès à l'eau potable est limité dans bon nombre de localités du pays.

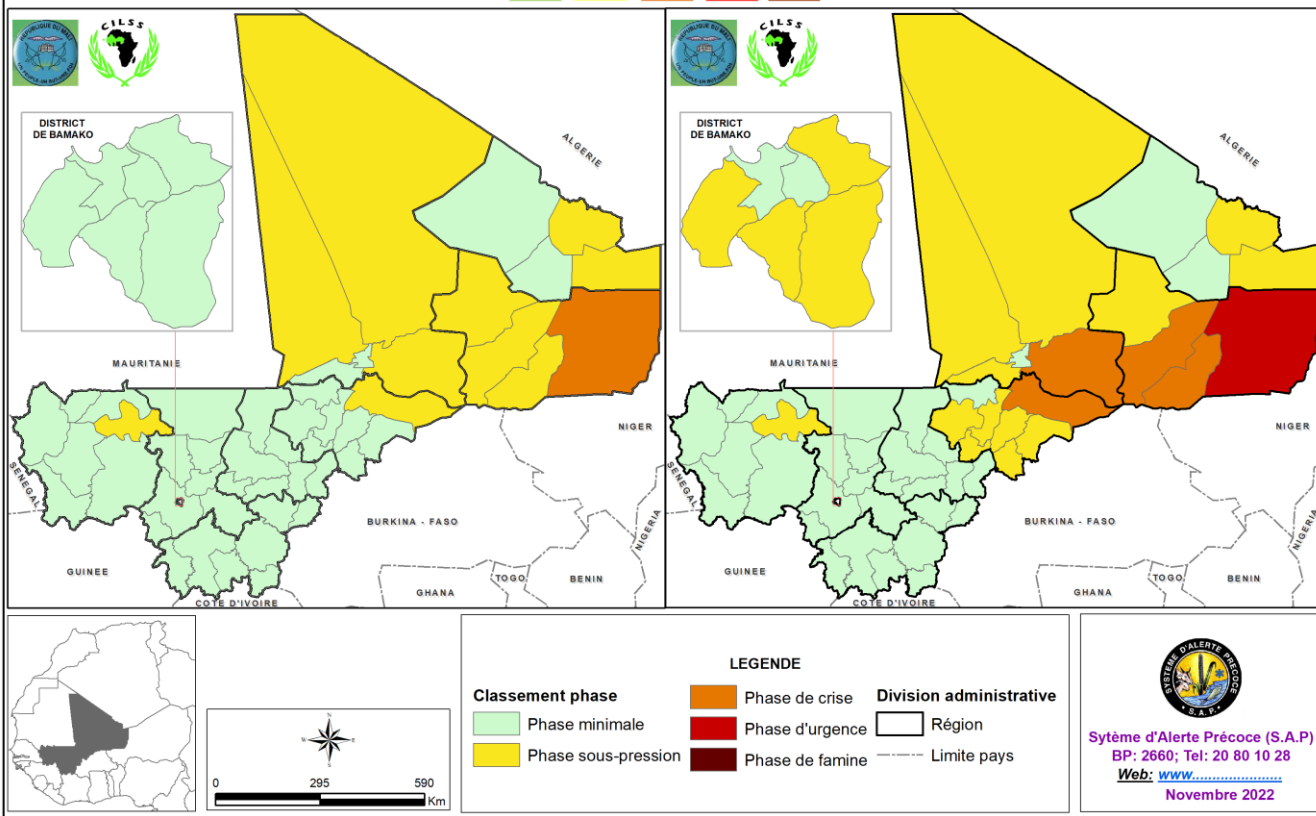
Des mouvements inhabituels de populations en lien avec l'insécurité se poursuivent dans les régions de Mopti, Gao, Ségou, Tombouctou et de Ménaka. A la date du 30

septembre 2022, les PDI sont estimés 440 361 personnes représentant 85 809 ménages (CMP, septembre 2022).

SITUATION COURANTE: Analyse du cadre harmonisé
 Situation alimentaire et nutritionnelle
 au Mali: Octobre-Décembre 2022

SITUATION PROJETEE: Analyse du cadre harmonisé
 Situation alimentaire et nutritionnelle
 au Mali: Juin-Août 2023

CADRE HARMONISE



Légende de la carte

Phase de l'insécurité alimentaire aiguë

- 1 ■ Minimale
- 2 ■ Sous pression
- 3 ■ Crise
- 4 ■ Urgence
- 5 ■ Famine

- Zone présentant des preuves insuffisantes
- Non analysée

Légende pictogrammes utilisés

- ★ Acceptable
- ★★ Moyen
- ★★★ Elevée
- ▲ Zone ayant atteint au moins la phase 3 pendant plus de 3 années consécutives

Fiabilité de l'analyse



La situation serait probablement pire sans les effets de l'aide humanitaire



Principaux résultats et problèmes

Concernant les facteurs contributifs, l'insécurité est persistante voire en recrudescence par endroits avec pour conséquence la perturbation des mouvements de personnes, des pertes de biens et de récoltes et de déplacement de population particulièrement dans la région de Ménaka où 35% de la population est déplacée. Il en résulte une dégradation des moyens d'existence qui affecte négativement (léger à fort) la consommation alimentaire, les moyens d'existence et la mortalité. Aussi, les inondations dues aux pluies diluviennes et à la forte crue des fleuves ont entraîné des dégâts matériels importants, des pertes de superficies agricoles emblavées et de bétail. Au total, 72 025 personnes ont été affectées à travers le pays.

La disponibilité alimentaire globalement moyenne grâce aux productions agropastorales et halieutiques moyennes à bonnes dans le pays, a des impacts positifs légers à moyens sur les indicateurs de résultat excepté dans les zones de mauvaises productions particulièrement dans les cercles de Ménaka et d'Ansongo.

Les prix des céréales, supérieurs à nettement supérieurs à la moyenne quinquennale sur la plupart des marchés aussi bien en situation courante qu'en période projetée, affectent négativement (moyen à fort) l'accessibilité des ménages pauvres aux vivres qui ont alors recours à des stratégies d'adaptation atypiques.

L'utilisation des aliments y compris l'eau continue d'être impactée négativement par le faible taux de ménage ayant accès à l'eau potable de manière satisfaisante dans certains cercles du pays. La prévalence des maladies qui reste élevée a aussi un impact négatif sur l'utilisation des aliments dans l'ensemble du pays.

Facteurs aggravant la situation entre novembre 2022 et août 2023 :

La persistance et/ou l'aggravation de l'insécurité civile au centre, au nord et qui a tendance à s'étendre au sud du pays, engendrera des mouvements inhabituels de populations, des perturbations des activités socio-

économiques (baisse des productions agricoles, enlèvements de bétail, dégâts/pillages de récoltes) et des difficultés d'accès aux services sociaux de base et d'accès humanitaire dans les zones concernées.

L'inflation, en raison d'un environnement national, sous régional et international (crise russo-ukrainienne) toujours défavorable, affectera négativement les moyens d'existence des ménages particulièrement dans les centres urbains.

La perturbation des réseaux téléphoniques au nord et par endroits au centre du pays a beaucoup limité les activités économiques (transferts, transactions commerciales, ...).

Les résultats de l'analyse se présentent comme suit :

En phase courante d'octobre à décembre 2022 : 01 zone est en phase crise (Ménaka), 11 zones sont en phase sous pression (Diéma, Douentza, Tombouctou, Goundam, Gourma Rharous, Taoudénit, Gao, Ansongo, Bourem, Abeibara et Tin Essako) ; et 36 zones et le District de Bamako en phase minimale. Le nombre de personnes en urgence est de 14 864 personnes soit 0,07% de la population totale et 616 820 personnes sont en phase crise soit 2,8%. Le nombre de personnes se trouvant en phase sous pression est de 2 734 725 personnes soit 12,3%.

Estimation de population en insécurité alimentaire en octobre -décembre 2022							
REGION	Population totale	Population totale en Phase 1	Population totale en Phase 2	Population totale en Phase 3	Population totale en Phase 4	Population totale en Phase 5	Population totale en Phase 3 à 5
Kayes	3 059 087	2 685 522	308 097	65 468	0	0	65 468
Koulikoro	3 716 584	3 328 537	333 192	54 855	0	0	54 855
Sikasso	4 055 805	3 621 101	375 886	58 818	0	0	58 818
Segou	3 588 061	3 143 080	399 879	45 102	0	0	45 102
Mopti	3 124 445	2 465 295	506 890	152 260	0	0	152 260
Tombouctou	1 002 498	779 782	172 721	49 994	0	0	49 994
Taoudenit	32 932	23 382	6 586	2 305	659	0	2 964
Gao	832 134	469 516	225 188	123 224	14 205	0	137 429
Kidal	103 942	86 968	12 847	4 126	0	0	4 126
Bamako	2 777 902	2 323 799	393 437	60 666	0	0	60 666
TOTAL GENERAL	22 293 390	18 926 981	2 734 725	616 820	14 864	0	631 684

En situation projetée de juin à août 2023 : 01 zone est en phase urgence (Ménaka), 4 zones en crise (Douentza, Gourma Rharous, Gao et Ansongo) ; 18 zones en phase sous pression (Diéma, Mopti, Bandiagara, Bankass, Djenné, Koro, Tenenkou, Tombouctou, Goundam, Niafunké, Taoudenit, Bourem, Abeibara, Tin Essako, Commune I, Commune IV, Commune V et Commune VI de Bamako) et 31 zones et 02 communes du district de Bamako seront en phase 1. La situation d'urgence et de crise est surtout liée à l'insécurité, aux conflits intercommunautaires, aux déplacements inhabituels de populations, aux perturbations des activités socio-économiques avec dégradation des moyens d'existence. Le nombre de personnes en catastrophe sera de 1 671 personnes soit 0,01% de la population totale du pays ; 106 816 personnes en urgence soit 0,48% ; 1 37 919 personnes en crise soit 5,10%. Le nombre de personnes qui pourront se trouver dans la phase sous pression est de 4 035 889 personnes soit 18,10%.

Estimation de population en insécurité alimentaire en juin-août 2023							
REGION	Population totale	Population totale en Phase 1	Population totale en Phase 2	Population totale en Phase 3	Population totale en Phase 4	Population totale en Phase 5	Population totale en Phase 3 à 5
Kayes	3 059 087	2 521 295	428 136	106 407	3 250	0	109 656
Koulikoro	3 716 584	3 122 400	502 398	91 786	0	0	91 786
Sikasso	4 055 805	3 396 438	544 979	114 389	0	0	114 389
Segou	3 588 061	2 972 502	516 843	98 716	0	0	98 716
Mopti	3 124 445	1 898 593	864 994	315 783	45 075	0	360 857
Tombouctou	1 002 498	631 001	257 415	107 426	6 656	0	114 082
Taoudenit	32 932	21 406	7 574	3 293	659	0	3 952
Gao	832 134	297 827	298 608	182 852	51 177	1 671	235 700
Kidal	103 942	78 985	18 007	6 949	0	0	6 949
Bamako	2 777 902	2 070 648	596 935	110 319	0	0	110 319
TOTAL GENERAL	22 293 390	17 011 094	4 035 889	1 137 919	106 816	1 671	1 246 406



Méthodologie et difficultés dans l'analyse

Le Comité National d'Analyse du CH a collecté les données disponibles indispensables pour l'analyse : rapports des structures nationales, ENSAN, HEA, Prix OMA, ONG, Agences, Fonds et Programmes, ... et procédé au remplissage de la matrice intermédiaire.

Au premier jour, les facilitateurs ont fait un rappel sur les étapes et les principes de la version 2.0 ainsi que l'estimation des populations en phase 4 et 5 du Cadre Harmonisé à l'endroit des participants.

Après une revue des preuves disponibles, les tableaux d'analyse pour les cercles, générés à partir de la matrice intermédiaire ont été répartis entre les 6 groupes de travail constitués.

L'analyse a bénéficié de la présence active d'un grand nombre de participants des structures nationales, ONG, la société civile, les Agences, Fonds et Programmes (environ 80 personnes parmi lesquelles un bon nombre a déjà suivi au moins une formation et/ou a participé à plusieurs sessions d'analyse CH).

Comme contraintes on peut citer :

✓ Insuffisance et la mise à disposition à temps de certaines preuves notamment celles de l'ENSAN et de certains rapports de suivi au niveau de certains partenaires, ce qui a entraîné quelques difficultés de complétude de certaines données tant au niveau des résultats que des facteurs contributifs. Il faut citer aussi l'absence de données sur la production agricole qui ne permet pas de bien apprécier son évolution et de l'utiliser dans les analyses ;



Calendrier saisonnier et suivi des indicateurs

Clendrier agricole du Mali & Période de collecte des données de l'ENSAN												
Mois	Janv.	Fév.	Mar.	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Climat	Saison sèche			Saison des pluies						Saison sèche		
Opérations agricoles	Récolte contre saison (riz/maraichage)			Préparation sols		Semis				Récolte principale		
Migration bétail						Sud/Nord				Nord/Sud		
Période soudure				Période soudure pastorale			Période soudure agricole					
Migration/Exode	Départ migrants exode				Retour migrants exode					Départ migrants exode		
Besoin main d'œuvre					Pic demande main d'œuvre préparations terres et semis				Pic demande main d'œuvre préparations récoltes			
Collecte données ENSAN		févr-23							Sept, 2022			



Recommandations pour les analyses suivantes

✓ A L'ENDROIT DU CILSS ET DE SES PARTENAIRES

1. Poursuivre l'appui financier à l'organisation des ateliers CH ;
2. Poursuivre le renforcement des capacités du comité national d'analyse sur la version 2.0 du CH ;
3. Poursuivre l'appui technique au comité d'analyse pendant les ateliers CH.

✓ A L'ENDROIT DU GOUVERNEMENT ET SES PARTENAIRES

1. Faciliter l'accès des humanitaires aux zones d'insécurité particulièrement des régions de Mopti, Tombouctou, Gao, Ménaka ;
2. Apporter une assistance humanitaire d'urgence dans la région de Ménaka durement éprouvée par la crise sécuritaire ;
3. Assurer la pérennisation de l'Enquête Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle sur l'ensemble du territoire national ;
4. Fournir une assistance alimentaire en faveur des 1 246 406 personnes en phase 3 et pire, soit 5,59% de la population du pays à la soudure prochaine ;
5. Engager des actions de résilience (cash transfert, Vivres Contre Travail, Vivres Contre Actifs, Vivres Contre Formation, reconstitution de cheptel, aménagements de proximités, ...) dans les cercles en insécurité alimentaire (phase sous pression et pire) pour 4 035 889 personnes soit 18,10% de la population totale du pays ;
6. Appuyer la reconstitution des moyens d'existence à l'endroit des populations déplacées et réfugiées, et celles de retour dans leurs terroirs ;
7. Poursuivre et renforcer des actions de prévention et de prise en charge de la malnutrition qui est un problème préoccupant dans l'ensemble du pays,

8. Appuyer en intrants agricoles (semences, équipements, etc...) les ménages agricoles victimes d'inondation et de destruction de récoltes,
9. Renforcer l'appui financier au comité d'analyse pour l'organisation des ateliers CH,

Contacts

* Président du Groupe Multidisciplinaire d'Analyse pays-GMA/ **Moussa GOITA, Coordinateur National - Système d'Alerte Précoce** ; moussagoita9@gmail.com +223 76 28 46 32 / +223 63 99 90 96

* Point Focal CH2/ **Kadialy KOITE, Chef de la Division Technique - Système d'Alerte Précoce**, kkadialy@gmail.com , +223 76 13 40 59 / +223 66 13 40 59

Partenaires de l'analyse



Nb. Les grilles d'analyse sont disponibles à la demande !